



MÊME LE COMMERCE DES DROGUES ILLICITES NUIT PLUS AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT QU' AUX PAYS DÉVELOPPÉS

Drogues illicites: des gains à court terme pour une minorité, mais des pertes à long terme pour la majorité

La production de drogues illicites empêche la croissance économique et ne conduit pas au développement durable à long terme, selon le rapport annuel de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) publié aujourd'hui (26 février 2003). L'Organe signale que le commerce de drogues illicites nuit au développement économique, et il invite les gouvernements à mettre en place des politiques efficaces de contrôle des drogues.

Dans son rapport, l'Organe examine l'impact de la production illicite d'héroïne et de cocaïne sur l'économie et conclut que le contrôle des drogues est indispensable au succès du développement. Il montre que le développement économique à long terme d'un pays est impossible sans système efficace de contrôle des drogues et que les drogues illicites déstabilisent l'économie, l'État et la société dans son ensemble.

Tout en reconnaissant l'impact considérable de drogues telles que le cannabis et diverses drogues de synthèse, l'Organe met l'accent sur l'héroïne et la cocaïne, car ce sont les deux drogues illicites à l'origine de la plupart des problèmes dans le monde.

Le Président de l'Organe, M. Philip O. Emafo, a déclaré: "Le problème de la drogue est fréquemment perçu avant tout comme un problème social, mais nous montrons dans notre rapport qu'il a également de graves conséquences économiques qui affectent le développement d'ensemble d'un pays. Mais, si les problèmes sociaux liés à l'abus de drogues sont ressentis dans les pays développés, le principal impact économique du commerce de drogues illicites s'exerce dans le monde en développement."

L'Organe démontre dans son rapport comment l'essentiel des profits tirés du commerce de drogues illicites est réalisé dans les pays où ces dernières sont vendues et consommées et non dans les pays où sont pratiquées les cultures. Ce ne sont pas les paysans pratiquant les cultures illicites qui font des profits: en fait, le revenu de ces paysans, dans les pays en développement, n'équivaut qu'à 1 % du montant finalement dépensé par les toxicomanes. Les 99 % restants sont perçus en divers points de la chaîne.

Alors que le plus gros des profits découlant du commerce de drogues illicites est réalisé dans les pays développés, l'impact économique est beaucoup plus lourd dans les pays en développement, où ce commerce représente une part plus importante de l'économie. Ainsi, selon les estimations, la production et le trafic de drogues illicites représenteraient entre 10 et 15 % du produit intérieur brut (PIB) en Afghanistan et au Myanmar et entre 2 et 3 % en Colombie et en République démocratique populaire lao. Aux États-Unis d'Amérique, les profits découlant des drogues illicites ne dépassent pas 0,4 % du PIB, bien que le nombre de toxicomanes y soit plus élevé que dans n'importe quel autre pays.

Dans son rapport, l'Organe appelle également l'attention sur le fait que les avantages procurés à court terme par la production de drogues illicites sont neutralisés par des pertes importantes à long terme, et il invite instamment les gouvernements à mettre en œuvre des politiques destinées à lutter contre la production et le trafic de drogues illicites.

Les avantages à court terme sont les emplois que procure aux paysans et aux travailleurs itinérants la culture des plantes servant à fabriquer des drogues illicites et les divers emplois des secteurs de la production et de la distribution, des revendeurs au détail au personnel de laboratoire.

Organe international de contrôle des stupéfiants

À long terme, la culture de drogues illicites a un impact négatif sur la croissance économique, bien qu'il soit difficile de prouver que l'augmentation de la production de drogues illicites est liée au déclin de l'activité économique générale.

Le Président de l'Organe, M. Emafo, a déclaré: "Les gains à court terme sont pour une minorité, mais les pertes à long terme pour la majorité. Le trafic de drogues ne contribue pas à la croissance économique et à la prospérité, et nous invitons les pays à éliminer la production de drogues illicites, car cela est dans leur intérêt à long terme, même s'il y a un coût à court terme."

Selon le rapport, c'est l'effet déstabilisateur de la production de drogues illicites sur l'État, l'économie et la société civile qui compromet le développement économique à long terme.

L'émergence d'une économie de la drogue illicite aboutit souvent à la déstabilisation de l'État et à l'affaiblissement du régime politique par le biais de la corruption. L'Organe note également que la production de drogues illicites est souvent liée aux guerres civiles, qui l'alimentent.

Il devient par ailleurs difficile pour les dirigeants de prendre des décisions économiques rationnelles lorsqu'il existe une économie souterraine reposant sur les drogues illicites. Toute mesure prise pour maîtriser l'économie risque d'être compromise par l'argent de la drogue illicite, et le commerce illicite peut avoir des effets sur les taux d'intérêt, perpétuer et accentuer l'inégalité des revenus, évincer les entreprises légitimes et entraîner une diminution des investissements économiques.

Dans son rapport, l'Organe examine également ce qu'il advient du tissu social lorsque les activités illicites deviennent la norme. Les drogues illicites entraînent souvent une augmentation de la criminalité, en particulier de la criminalité violente (enlèvements et extorsions notamment), elles corrompent les élites, mettent en danger l'état de droit et créent souvent un problème d'abus de drogues dans le pays même.

L'exemple de l'Afghanistan illustre la façon dont le commerce de drogues illicites peut déstabiliser un pays. Des augmentations massives de la production d'opium, au début des années 90, ont contribué à alimenter les guerres civiles, et les faits montrent qu'il y a eu baisse de la croissance économique et des niveaux de vie. Dans deux pays voisins de l'Afghanistan, le Pakistan et la République islamique d'Iran, qui ont fortement réduit ou éliminé la culture du pavot à opium, la croissance économique a été positive aussi bien dans les années 80 que dans les années 90.

L'Organe encourage la communauté internationale à proposer son assistance en matière de contrôle des drogues aux pays dans lesquels les drogues illicites abondent mais où les ressources sont insuffisantes pour s'attaquer au problème.